



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**INRAE**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Mission d'étude de faisabilité sur l'utilisation de la nappe  
phréatique superficielle de l'Isle, pour l'approvisionnement en  
eau de la Station d'Expérimentation d'INRAE  
à Saint-Seurin-sur-l'Isle.

Marché à procédure adaptée

Pouvoir Adjudicateur

INRAE, Centre Nouvelle Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

33140 VILLENAVE D'ORNON Cedex

N° SIRET: 180070039 01274

Unité bénéficiaire : UR EABX (Ecosystème Aquatiques et Changements Globaux)

Réf PLACE : INRAEC222025010

1.	OBJET .....	3
2.	TYPE DE PROCEDURE .....	3
3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	3
4.	VARIANTES .....	3
5.	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	3
6.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	3
7.	CONTENU DES PRESTATIONS .....	3
7.1.	<b>Description du contexte .....</b>	<b>4</b>
7.2.	<b>Contenu de la mission .....</b>	<b>5</b>
8.	DURÉE DU MARCHÉ (OU DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DU MARCHÉ).....	5
9.	VÉRIFICATION ET ADMISSION DES ÉTUDES.....	5
10.	MODALITÉS DE PAIEMENTS .....	5
10.1.	<b>Echéancier de paiement.....</b>	<b>5</b>
10.2.	<b>Modalités de paiement .....</b>	<b>6</b>
11.	AVANCE .....	6
12.	PENALITES DE RETARD.....	6
13.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE .....	7
14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	7
15.	LITIGES.....	7
16.	ANNEXE : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL .....	8
16.1.	<b>EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS.....</b>	<b>8</b>
16.1.1.	Conformité au RGI .....	8
16.1.2.	Conformité au RGAA .....	8
16.1.3.	Conformité au RGS.....	8
16.1.4.	Conformité à la PSSIE.....	9
16.1.5.	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD .....	9
16.2.	<b>ENGAGEMENT DU TITULAIRE .....</b>	<b>9</b>
16.2.1.	Obligation de sécurisation des données.....	9
16.2.2.	Sécurisation des prestations et du Système d'Information .....	10
16.2.3.	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle .....	10

## 1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'étude de faisabilité sur l'utilisation de la nappe phréatique superficielle de l'Isle, pour l'approvisionnement en eau de la Station d'Expérimentation d'INRAE à Saint-Seurin-sur-l'Isle.

## 2. TYPE DE PROCEDURE

La consultation est lancée suite à une mise en concurrence déclarée sans suite.

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique et des articles R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire.

## 3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 4. VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises.

## 5. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

INRAE, UR EABX

Station d'Expérimentation de Saint-Seurin-sur-l'Isle

Moulin de la logerie

33, rue Alfred de Vigny

33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle

## 6. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le devis détaillé valant Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexe n°1 à l'AE,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- L'offre technique détaillée,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-PI), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

## 7. CONTENU DES PRESTATIONS

Dans le cadre d'un programme CPER, l'unité EABX souhaite étudier la possibilité d'utiliser l'eau de la nappe superficielle de l'Isle pour l'alimentation en eau de sa station expérimentale, réduisant ainsi la forte consommation d'eau de la nappe profonde.

## 7.1. Description du contexte

Rattachée à l'unité EABX (Ecosystème Aquatiques et Changements Globaux), la station d'expérimentation de Saint-Seurin-sur-l'Isle est une structure d'appui pour les recherches sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et l'acquisition des connaissances sur les populations de poissons migrateurs amphihalins. Elle est une des composantes de l'infrastructure de Recherche LIFE.

Située aux portes de la Gironde en bordure de rivière Isle, la station d'expérimentation de Saint-Seurin a été créée en 1992 pour répondre aux enjeux de recherche sur l'étude et la préservation de l'esturgeon européen *Acipenser sturio*. Développant son expertise depuis lors, elle abrite le stock captif français d'esturgeons européens destinés à produire de jeunes poissons pour le repeuplement du bassin. Depuis 2007, la station maîtrise la reproduction artificielle de l'espèce à partir d'individus sauvages et d'individus élevés en captivité. Une banque de semences a été créée qui permet d'optimiser la diversité génétique des sujets produits. Au total, plus d'1,5 million de jeunes esturgeons ont pu être relâchés dans le milieu naturel, permettant le repeuplement dans la Gironde, sa réintroduction dans l'Elbe (Allemagne) et une meilleure connaissance de l'espèce par le suivi des spécimens relâchés. Aujourd'hui, on observe une remontée des géniteurs de ces générations dans l'estuaire, signe encourageant d'une possible reproduction naturelle à venir indispensable à la survie de cette espèce en danger critique d'extinction.

En parallèle, la station mène de nombreuses expérimentations sur des espèces variées telles que le flet (*Platichthys flesus*), les aloses (*Alosa fallax* et *Alosa alosa*), la crevette blanche (*Palaemon longirostris*), l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*), la lamproie marine (*Petromyzon marinus*), la truite (*Salmo trutta*), le mulot porc (*Chelon ramada*). Elle accueille des expérimentations sur les végétaux aquatiques et s'oriente également vers des travaux sur les interactions poissons x végétaux. Dotée d'un double agrément pisciculture - expérimentation animale, la station de Saint-Seurin est en mesure de proposer un large éventail de solutions pour la mise en œuvre d'expérimentations : accueil d'animaux dans des structures variées ; production de sujets, suivis comportementaux à l'échelle de l'individu ou de la population, écotoxicologie, bionanalyses,... Nos équipes interviennent également auprès d'éleveurs d'esturgeons en France et à l'international dans des projets collaboratifs, ainsi que dans le cadre de transfert de connaissances : identification des stocks, échographie, endoscopie, systèmes de productions durables, élevage et reproduction assistées.

Trois rivières artificielles de plus de 80m<sup>3</sup> équipées d'un automate de mesure courantométrique sont disponibles. La station dispose également d'équipements historiques tels que trois dispositifs de mésocosmes annulaires rénovés en 2020, pouvant recréer des conditions contrôlées de courants, de température et de luminosité ; le tout filmé et pilotable à distance. Elle possède des salles d'expérimentations qui accueillent des dispositifs automatisés construits en fonction des questions de recherche. Comme tous les bâtiments du site, ces salles peuvent être alimentées via de l'eau issue de diverses sources (pompage direct dans la rivière Isle, forage en eau profonde, eau de mer issue de stockage) mobilisables en fonction des besoins des chercheurs. Elle dispose d'une grande variété de bassins, auges et autres aquariums de toutes tailles, ainsi qu'un vaste panel d'instruments de mesures automatisés et d'enregistreurs. Plusieurs laboratoires sont disponibles pour répondre aux besoins des recherches : bio test in-vitro, observations microscopiques, analyses vidéo, cryoconservation... Une salle est également dédiée à la chirurgie.

Dans les années à venir, et dans le cadre d'un CPER (Contrat Partenariat État-Région) la station doit poursuivre son développement dans la construction de systèmes d'élevage en circuits fermés afin de réduire les quantités d'eau prélevées dans le milieu, faciliter la collecte et le traitement des déchets et ainsi préserver le milieu naturel local. Des panneaux photovoltaïques doivent être également installés afin de réduire les coûts de consommation énergétique du site.

## 7.2. Contenu de la mission

Dans le cadre d'un programme CPER, l'unité EABX souhaite étudier la possibilité d'utiliser l'eau de la nappe superficielle de l'Isle pour l'alimentation en eau de sa station expérimentale, réduisant ainsi la forte consommation d'eau de la nappe profonde.

La mission consiste en :

- Recherche, analyse et interprétation des données existantes,
- Campagne de mesure et interprétation géophysique,
- Analyse des résultats et proposition d'implantation d'un sondage de reconnaissance,
- Sondage de reconnaissance et synthèse (réalisation d'un forage d'essai et son suivi de courte et longue durée (48 h),
- Élaboration d'un rapport sur la faisabilité de l'exploitation de la ressource alluviale.

Le candidat devra décrire dans son offre sa méthodologie et détailler chaque phase de la mission, le nombre de réunions prévues pour la mise en place de la mission et la restitution des résultats.

Il devra également préciser la composition et les compétences de l'équipe dédiée au projet.

Le candidat fournira dans son offre un planning prévisionnelle de l'étude.

## 8. DURÉE DU MARCHÉ (OU DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DU MARCHÉ)

Le marché prendra effet à compter de la notification du marché au titulaire (accusé de réception).

Le délai d'exécution du marché est de 3 mois à compter de la notification.

## 9. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES ÉTUDES

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G.-P.I., des vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées afin de permettre à l'acheteur de contrôler que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

Les études seront transmises à INRAE qui vérifiera leur pertinence.

Il est précisé que le prestataire, dans le cadre de sa mission, pourra être amené à reprendre ses études.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

Elles seront ainsi validées par mail pour acceptation.

## 10. MODALITÉS DE PAIEMENTS

### 10.1. Echancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif, à l'avancement, après validation des études par INRAE.

## 10.2. Modalités de paiement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre ou l'Administrateur du Centre-Siège INRAE de Nouvelle Aquitaine-Bordeaux

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire : joindre un RIB.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## 11. AVANCE

Sans objet

## 12. PENALITES DE RETARD

Toute infraction aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités telles que prévues à l'article 14.1 du CCAG/PI.

En cas de retard réitéré, le marché pourra être résilié sans indemnité par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

### **13. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE**

Sans objet

### **14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les conditions relatives à la propriété intellectuelle sont définies au chapitre 6 du CCAG/PI. (Articles 34 à 37).

### **15. LITIGES**

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire

Si le de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

Établi à Villenave d'Ornon, le 16/07/2025

## 16. ANNEXE : PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

### 16.1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

#### 16.1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

#### 16.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

#### 16.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,  
Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.



Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

#### 16.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

#### 16.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees.>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quit-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

## 16.2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

### 16.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

#### 16.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - **La gestion des incidents de sécurité du titulaire,**
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

#### 16.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.